ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 16 juin 1981, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat, en cas de recours prévu par les articles 69 et 70 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers", a donné le 24 juin 1981 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 16e juni 1981 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State in geval van beroep voorzien bij de artikelen 69 en 70 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen", heeft de 24 juni 1981 het volgend advies gegeven :

INTITULE.

L'intitulé suivant est proposé :

"Arrêté royal déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat en cas de recours contre des décisions prévues par la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers".

PREAMBULE.

Il y aurait lieu de viser dans un alinéa supplémentaire, qui deviendrait l'alinéa 2, les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 30.

+

Le visa de l'arrêté royal relatif à l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers devient superflu si, comme il sera proposé ci-après, la définition des jours ouvrables est donnée dans le projet lui-même.

DISPOSITIF.

Article ler.

Au 3°, plutôt que de faire référence à l'article

.../...

149 de l'arrêté royal d'exécution de la loi, il serait plus simple de reprendre la définition donnée par cette disposition en la précisant quelque peu, le Greffe du Conseil d'Etat pouvant être fermé certains jours non fériés, par exemple lorsque un congé de compensation est accordé : "jours ouvrables : tous les jours de calendrier à l'exception des samedis, dimanches et jours fériés, ainsi que des jours où le greffe du Conseil d'Etat est fermé".

Article 4.

Il ressort des indications fournies au Conseil d'Etat que l'intention des auteurs du texte n'est pas d'obliger dans tous les cas à la convocation d'un interprète mais de faire en sorte que, si l'intéressé le demande ou, si son audition est de droit, il puisse être entendu par le truchement d'un interprète.

Le deuxième alinéa de l'article 4 serait mieux rédigé comme suit :

"Si cette langue est autre que le français, le néerlandais ou l'allemand, le greffier en chef convoque un interprète lorsque le demandeur doit comparaître en personne ou lorsque la chambre décide de l'entendre, d'office ou à sa demande".

A l'alinéa 4, mieux vaudrait écrire dans le texte français "les frais d'interprète" que "les frais d'interprétariat".

.../...

CHAPITRE II.

Il y a discordance entre le texte français et le texte néerlandais de l'intitulé de ce chapitre.

Article 5.

L'article 70 de la loi serait privé d'une grande part de sa portée pratique, ainsi que les délégués du Ministre en conviennent, si la demande de sursis prévue par cette disposition n'était pas elle-même suspensive de l'exécution de l'arrêté de renvoi ou d'expulsion. Le Ministre suspendra donc cette exécution dès qu'il apprendra que le requérant a introduit une demande de sursis.

Or, dans l'état actuel du projet, cette information lui sera donnée par le président de la chambre du Conseil d'Etat qui aura été saisie, mais seulement avec la notification de la fixation de l'affaire (article 7). Certes, ce magistrat est tenu de procéder à cette communication "sans délai", mais le système retenu n'en est pas pour autant exempt de difficultés pratiques, voire de risques.

De l'accord des délégués du Ministre, il serait souhaitable que le requérant aît à notifier lui-même une copie de sa demande de sursis à exécution au Ministre. La notification prévue à l'article 7 serait maintenue, quoique avancée (voir l'observation sous cette disposition), mais comme une confirmation de l'introduction de la demande. De la sorte, le requérant porterait lui-même, comme il est normal, la responsabilité d'un retard éventuel dans l'information du Ministre et, le cas échéant, des conséquences de ce

retard. De son côté, le département serait dispensé de prendre des informations répétées auprès du greffe du Conseil d'Etat, dans le souci de ne pas engager sa responsabilité politique ou même civile par une exécution précipitée de la mesure de renvoi ou d'expulsion.

Le texte suivant est proposé pour l'article :

"Article 5.-

La demande de sursis à exécution d'un arrêté de renvoi ou d'expulsion est formée dans la requête en annulation ou par un acte distinct joint à la requête ou introduite en cours d'instance.

Le requérant notifie une copie de la demande de sursis à exécution au Ministre de la Justice par lettre recommandée à la poste. L'exécution de l'arrêté de renvoi ou d'expulsion est suspendue pendant toute la durée de la procéduré.

L'article ler du règlement général de procédure est applicable à la demande de sursis".

Article 7.

A l'alinéa ler, les mots "et au Ministre de la Justice", devraient être insérés après les mots "à l'auditeur général", de façon à ce que la communication au Ministre de la demande de sursis à exécution ait lieu le plus tôt possible, même si, après la modification de l'article 5, il ne s'agit plus que d'une confirmation.

.../...

L'alinéa 3 serait mieux rédigé comme suit :

"L'ordonnance est notifiée sans délai par le greffier en chef :

1° ...;

2° au Ministre de la Justice avec copie du recours en annulation si la notification n'en a pas encore été faite;

A l'alinéa 4, il serait préférable d'écrire :

"Les notifications au Ministre de la Justice peuvent ...".

Article 11.

Le texte suivant est proposé :

"Article 11.-

L'arrêt n'est susceptible d'aucun recours".

Article 13.

A cet article, il y aurait lieu d'écrire :

" ... les articles 59 et 62 à 65 ...".

.../...

Article 14.

Le début de cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Sous réserve de l'application des articles 7, alinéa 4, ...".

Article 16.

Il y a lieu de remplacer les mots "sursis à statuer" par "sursis à exécution".

Article 20.

Il serait préférable d'écrire :

"L'ordonnance ... est rendue dans les quinze jours" au lieu de "L'ordonnance ... intervient dans les quinze jours".

Article 21.

Le début de cette disposition devrait se lire comme suit :

"L'ordonnance prescrivant le dépôt ...".

.../...

Article 24.

Cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 24.-

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge".

OPSCHRIFT.

Het volgende opschrift wordt voorgesteld :

"Koninklijk besluit tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State in geval van beroep tegen de beslissingen bedoeld in de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen".

AANHEF.

In een bijkomend lid, dat het tweede lid zou worden, zou moeten worden verwezen naar de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid naar artikel 30.

+

De verwijzing naar het koninklijk besluit betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen wordt overbodig indien de definitie van de werkdagen, zoals hierna zal worden voorgesteld in het ontwerp zelf wordt gegeven.

ARTIKELEN.

Artikel 1.

Het zou eenvoudiger zijn in de tekst onder 3° niet te verwijzen naar artikel 149 van het koninklijk besluit tot uitvoering van de wet, maar de in die bepaling gegeven begripsomschrijving over te nemen met enige precisering, want de griffie

.../...

van de Raad van State kan gesloten zijn op bepaalde dagen die geen feestdagen zijn, bijvoorbeeld wanneer een compensatieverlof is toegekend. De definitie zou dan luiden : "werkdagen : alle kalenderdagen met uitzondering van de zaterdagen, de zondagen en de feestdagen en de dagen waarop de griffie van de Raad van State gesloten is".

Artikel 4.

Naar aan de Raad van State is verklaard, denken de stellers van de tekst er niet aan in alle gevallen een tolk te doen oproepen; waar ze willen toe komen is dat, indien de betrokkene vraagt om te worden gehoord of indien hij rechtens moet worden gehoord, dat verhoor via een tolk kan plaatshebben.

Het tweede lid van artikel 4 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Indien deze taal een andere is dan het Nederlands, het Frans of het Duits, roept de hoofdgriffier een tolk op wanneer de eiser in persoon moet verschijnen of wanneer de kamer beslist hem ambtshalve of op zijn verzoek te horen".

In het vierde lid van de Franse tekst zou beter worden gelezen "les frais d'interprête" in plaats van "les frais d'interprétariat".

HOOFDSTUK II.

Er is geen overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst van het opschrift van dit hoofdstuk.

.../...

Artikel 5.

De gemachtigden van de Minister geven toe dat artikel 70 van de wet heel wat van zijn praktisch nut zou verliezen indien de in die bepaling bedoelde vordering tot opschorting niet zelf de tenuitvoerlegging van het terugwijzings- of uitzettingsbesluit zou opschorten. De Minister zal de tenuitvoering dus opschorten zodra hij verneemt dat de verzoeker een vordering tot opschorting heeft ingesteld.

In de huidige stand van het ontwerp zal die informatie hem worden verstrekt door de voorzitter van de kamer van de Raad van State waarbij de zaak aanhangig is, maar alleen bij de kennisgeving van de vaststelling van de zaak (artikel 7). Die magistraat is er wel toe gehouden die mededeling "zonder verwijl" te doen, maar dat betekent nog niet dat aan de aangenomen regeling geen praktische moeilijkheden of zelfs gevaren verbonden kunnen zijn.

Het zou wenselijk zijn - en de gemachtigden van de Minister zijn het daarmee eens - te bepalen dat de verzoeker zelf aan de Minister in afschrift kennis dient te geven van zijn vordering tot opschorting van de tenuitvoerlegging. De in artikel 7 bedoelde kennisgeving zou, ofschoon vervroegd worden behouden, (zie de opmerking bij die bepaling), maar dan als een bevestiging dat de vordering ingesteld is. Op die wijze zou de verzoeker zelf, hetgeen normaal is, verantwoordelijk zijn voor een eventuele vertraging bij de kennisgeving aan de Minister en, in voorkomend geval, voor de gevolgen van die vertraging. Het departement van zijn kant, bezorgd als het is om zijn politieke verantwoordelijkheid of zelfs zijn burgerrechtelijke aansprakelijkheid niet in het geding te zien komen door een overhaaste tenuitvoerlegging van de terugwijzings- of uitzettingsmaatregel, zou dan niet telkens weer bij de griffie van de Raad van State hoeven te informeren.

.../...

Voor het artikel wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 5.-

De vordering tot opschorting van de tenuitvoerlegging van een terugwijzings- of uitzettingsbesluit wordt ingesteld in het verzoekschrift tot nietigverklaring of in een bij het verzoekschrift te voegen afzonderlijke akte of in de loop van het geding.

De verzoeker geeft bij een ter post aangetekende brief de Minister van Justitie in afschrift kennis van de vordering tot opschorting van de tenuitvoerlegging. De tenuitvoerlegging van het terugwijzings- of uitzettingsbesluit wordt opgeschort voor de gehele duur van de rechtspleging.

Artikel 1 van de algemene procedureregeling is van toepassing op de vordering tot opschorting".

Artikel 7.

In het eerste lid zouden de woorden "en aan de Minister van Justitie" moeten worden ingevoegd na de woorden "aan de auditeur-generaal", zodat de vordering tot opschorting van de tenuitvoerlegging zo spoedig mogelijk aan de Minister wordt medegedeeld ook al zal het, als artikel 5 eenmaal gewijzigd is, nog alleen om een bevestiging gaan.

Het derde lid zou beter als volgt worden geredigeerd :

"De hoofdgriffier geeft onverwijld kennis van het bevelschrift :

1° ...;

2° aan de Minister van Justitie, met een afschrift van het beroep tot nietigverklaring, indien daarvan nog geen kennis is gegeven;

.../...

In het vierde lid kan beter worden gelezen :

"De kennisgevingen aan de Minister van Justitie kunnen per bode geschieden, tegen ontvangbewijs".

Artikel 11.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 11.-
Tegen het arrest staat geen enkel rechtsmiddel open".

Artikel 13.

In dit artikel zou moeten worden gelezen : "De artikelen 59 en 62 tot 65 van de algemene procedureregeling ...".

Artikel 14.

Dit artikel zou beter als volgt kunnen beginnen :

"Onder voorbehoud van de toepassing van de artikelen 7, vierde lid, ...".

Artikel 16.

Men vervange de woorden "verzoek tot opschorting waarover uitspraak moet worden gedaan" door "vordering tot opschorting van de tenuitvoerlegging".

.../...

Artikel 20.

Het verdient aanbeveling de tekst als volgt te redigeren :

"Het bevelschrift dat de neerlegging ter griffie van het dossier en van het verslag gelast of een aanvullend onderzoek voorschrijft, wordt verleend binnen vijftien dagen nadat het verslag over de zaak aan de kamer is overgezonden".

Artikel 21.

Deze bepaling zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Het bevelschrift dat de neerlegging ter griffie van het dossier en van het verslag of van de verslagen gelast, bevat tevens vaststelling van de zaak binnen vijftien dagen".

Artikel 24.

Dit artikel kan beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 24.-
Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt".

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit
Messieurs : P. TAPIE,		président de chambre,
de Heren :		kamervoorzitter,
H. ROUSSEAU,		conseillers d'Etat,
Ch. HUBERLANT,		staatsraden,
P. DE VISSCHER,		assesseurs de la section de législation,
F. RIGAUX,		assessoren van de afdeling wetgeving,
Madame : J. TRUYENS,		greffier,
Mevrouw :		griffier,

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. P. MAROY, auditeur général adjoint.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. P. MAROY, adjunct-auditeur-generaal.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS. P. TAPIE.